

Grève générale pour arracher le retrait du projet Sarkozy-Woerth contre les retraites !



JEUNES, VIEUX, FEMMES, HOMMES, TOUS LES SALARIÉS SONT TOUCHÉS

Le gouvernement Sarkozy-Fillon-Woerth continue à garantir les intérêts des capitalistes, des banquiers, des riches dont il est le fidèle serviteur. C'est à quoi se résume en réalité sa « réforme des retraites » ; il s'agit de lutte de classes : les ex-

ploiteurs et leurs agents veulent s'approprier une plus grande part des richesses (profits, intérêts, dividendes, « salaires » des PDG, parachutes dorés, retraites chapeau...) alors que ceux qui les produisent en obtiendraient une moindre part (les salaires directs des ouvriers, des employés, des techniciens... et aussi leurs pensions de retraite, les allocations chômage, les remboursements des soins qui sont une rétribution différée, indirecte, de la force de travail).

Les travailleurs produisent et transportent toutes les marchandises, font tourner tous les services : s'il manque de l'argent pour les retraites ou pour la santé, c'est que les patrons et les rentiers qui vivent grassement de la sueur du prolétariat ne paient pas assez. Les faire payer, voilà la « réforme juste ». Assez d'entendre que nous coûtions trop cher, que nous vivons trop vieux !

Les organisations syndicales et politiques qui disent représenter les travailleurs devraient revendiquer cela, au lieu de convenir qu'il y a un « problème de financement des régimes de retraite » à cause de « la démographie ». Le fait qu'il y ait 1 million d'agriculteurs aujourd'hui quand ils étaient 10 millions en 1945 signifie-t-il que la production est 10 fois moindre et qu'il faudrait s'alimenter moins ? Evidemment pas ! Dans tous les secteurs, les gains de productivité ont été considérables. Qui doit en profiter ? Voilà ce que la lutte entre les deux classes fondamentales de la société doit trancher.

COMMENT SE DÉFENDRE ?

Le gouvernement, ses experts, les médias aux ordres assènent sans relâche qu'il n'y a pas d'autre solution que de travailler plus, plus intensément, plus longtemps, pour toucher moins en activité, au chômage ou en retraite. Le Conseil d'Orientation des Retraites participe à l'intox, depuis 2000, de diagnostic partagé en soutien aux attaques précédentes (en 2003 et 2007, 40 annuités pour les fonctionnaires et les travailleurs des entreprises publiques après ceux du privé lésés dès 1993, 41 annuités pour tous en 2012, mise en place de fonds de pension). Les dirigeants des fédérations et des fédérations syndicales CGT, FO, FSU, UNSA, CFDT, CFTC siègent (et pas gratuite-

ment) dans le COR, ils collaborent aux rapports alarmistes qui préparent le terrain au gouvernement.

Dirigeants des syndicats, quittez le COR ! Cessez de vous associer au gouvernement et au Medef !

De même, que sont allés faire tous les représentants syndicaux dans les « sommets sociaux » convoqués par Sarkozy ? Que sont-ils allés faire, ainsi que le PS, le PdG et le PCF, dans les « concertations » avec Woerth ? Aucune travailleuse, aucun travailleur n'attendait autre chose que des coups de la part de ce gouvernement qui a permis les licenciements par centaines de milliers, allégé l'impôt des riches, prodigué les aides aux banques et aux groupes de l'automobile, multiplié les exonérations de cotisations sociales des patrons, entamé la privatisation de l'ANPE, de la Poste et de l'Université, durci les conditions de l'immigration, augmenté l'envoi de troupes en Afghanistan...

Dirigeants des syndicats, rompez avec le gouvernement ! Exigez le retrait de sa « réforme des retraites » !

Comment croire que les Thibault, Mailly et compagnie s'opposent vraiment aux 62 ans d'âge légal pour partir, alors qu'ils acceptent la « négociation sur la pénibilité », c'est-à-dire la définition des exceptions à la nouvelle règle ?

Dirigeants des syndicats, refusez toute discussion du plan Sarkozy-Woerth de dégradation des retraites !

Tous les syndicats, tous les partis qui briguent les voix des travailleurs aident Sarkozy en disant « qu'il faut réformer ». Les directions CGT et CFDT sont d'accord pour l'allongement de la durée de cotisation, la direction de FO est pour l'augmentation du montant des cotisations des salariés. Assez de cadeaux au capital ! Place à la défense des revendications conformes aux intérêts des prolétaires :

Maintien des 60 ans (55 ans pour les travaux pénibles) ! Retour aux 37,5 annuités pour tous ! Suppression des décotes ! Indexation des pensions sur les salaires ! Prise en compte des périodes de chômage et de stage ! Calcul pour tous sur les 6 meilleurs mois !

Le gouvernement pense avoir bien calculé son calendrier. Il mise sur l'émiettement habituel de la combativité que fabriquent les « journées d'action » de 24 heures appelées en intersyndicale ou chacun de son côté. Que se dresse devant lui la grève générale des travailleurs de ce pays et c'en sera fini de son arrogance, de ses prétentions à nous infliger un plan d'austérité supplémentaire en septembre. La responsabilité des dirigeants syndicaux qui continuent à discuter avec le gouvernement au lieu de l'isoler, qui décrètent les journées d'action au lieu d'appeler tous les salariés du privé et du public à la grève générale jusqu'au retrait du plan contre les retraites, leur responsabilité est entière.

23 juin 2010

Groupe Bolchevik